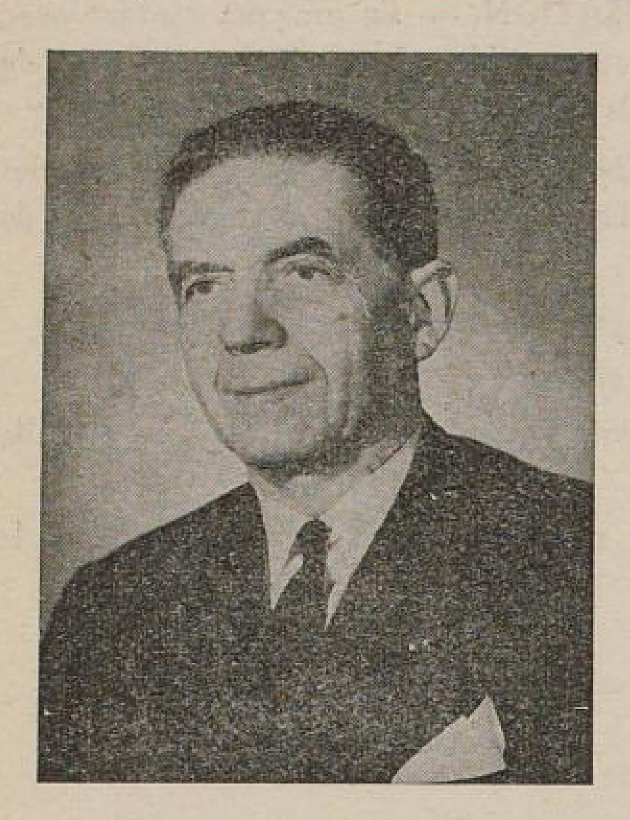
DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 - 1re CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE



UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE



Edmond MICHELET

MINISTRE D'ÉTAT
PRÉSIDENT DU COMITÉ FRANÇAIS DE DACHAU
Commandeur de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre 39-45
Rosette de la Résistance

Electrices, Electeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si profondément attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée, venue de l'Est le plus extrême.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme, pourvoyeur de camps de concentration.

Nous avons vu aussi certains hommes politiques de l'opposition, bafouant la légalité républicaine, préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits tout droit à une dictature communiste totalitaire.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous — en cette époque historique de mutation — les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Ces réformes sont celles que vient d'annoncer le Général de GAULLE et qui permettront :

— aux étudiants et aux professeurs de PARTICIPER à la rénovation de l'enseignement ;

— aux travailleurs de PARTICIPER à la transformation et à la vie de l'entreprise ;

— à nous tous de PARTICIPER, dans le cadre régional, à l'organisation économique et sociale de la Cornouaille.

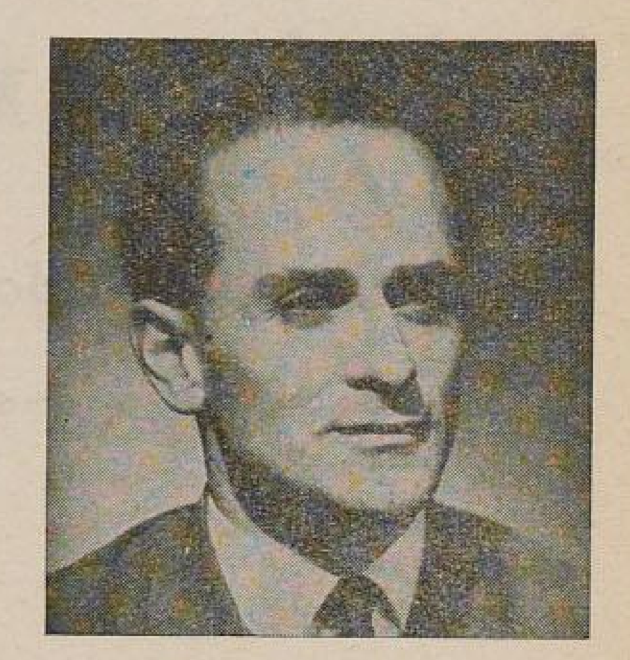
Mais ces réformes ne se feront démocratiquement que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si au Parlement, depuis un an, une majorité plus solide avait été présente, épaulant constamment le Général de GAULLE et le Gouvernement de Georges POMPIDOU, nous n'aurions pas connu sans doute cette crise et, sûrement pas, la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour nous un devoir sacré que de nous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité SOLIDE et RÉSOLUE à promouvoir les réformes souhaitables.

FACE AU COMMUNISME TOTALITAIRE ET A LA VIOLENCE, FACE A LEURS ALLIÉS, CHOISISSEZ CEUX QUI VEULENT DÉFENDRE LA RÉPUBLIQUE, LA LIBERTÉ, LA PAIX CIVILE.



Remplaçant :

Marc BÉCAM

DÉPUTÉ SORTANT

NOS RÉALISATIONS ET NOS OBJECTIFS

Au mois de mars 1967, vous nous aviez fait confiance pour cinq ans afin de promouvoir une politique de progrès économique et social. Les événements nous obligent à nous représenter devant vous beaucoup plus tôt que prévu.

Mais, en quinze mois, nous avons déjà obtenu la réalisation ou la mise en route d'objectifs prioritaires :

— PONT SUR L'ODET. — Appels d'offres lancés et voies d'accès en chantier ;

— EQUIPEMENT ROUTIER. — Rocade Est de QUIMPER en chantier ;

— LOGEMENTS. — Réalisation d'un lotissement à Pont-l'Abbé. — Augmentation des crédits aux Coopératives de construction ;

— AMÉNAGEMENTS PORTUAIRES. — Cale de Mousterlin. — Crédits pour les ports de Saint-Guénolé et de Loctudy ;

— AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES. — Subvention de 1.850.000 F. pour la Forêt-Fouesnant ;

— AÉRODROME DE PLUGUFFAN. — Etudes en cours.

Ces équipements de base étant assurés, nous faisons maintenant porter nos efforts sur :

— L'INDUSTRIALISATION. — En prenant contact avec des entreprises susceptibles de se décentraliser et de créer des emplois sur place ;

— L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — En jetant les bases de la création d'un Institut universitaire de technologie.

Notre souci est de poursuivre notre action pour :

— assurer le plein emploi ;

— développer l'activité agricole, celle de la pêche et celle du tourisme ;

— faire participer chaque citoyen à l'activité qui le concerne.

AUJOURD'HUI

— avec le Président de la République

— avec une majorité cohérente

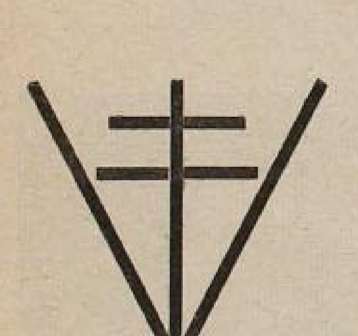
vous direz **NON** à l'anarchie

NON au communisme totalitaire

POUR la défense de la République autour de son Président, le Général de GAULLE

POUR LA DÉMOCRATIE
POUR LA LIBERTÉ
POUR LA PARTICIPATION
POUR LA RÉCONCILIATION
POUR L'AVENIR DE LA CORNOUAILLE
POUR L'EFFICACITÉ

Votez



Edmond MICHELET

MINISTRE D'ÉTAT

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Vu : le candidat.

IMP. ED. MÉNEZ. - QUIMPER